



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

centres médico-sociaux

Question écrite n° 51018

Texte de la question

Mme Claude Darciaux * souhaite attirer l'attention de M. le ministre de la santé et de la protection sociale sur la création de places d'hébergement en appartement de coordination thérapeutique (ACT). Les ACT proposent un accompagnement médico-psycho-social à toute personne en situation de précarité sociale touchée par une pathologie chronique grave. Alors que le nombre de demandes augmente chaque année, les ACT ne répondent dans leur totalité qu'à 10 % des besoins (4 300 demandes d'admission en ACT enregistrées en 2003 pour seulement 500 places existantes). Sa circonscription est particulièrement concernée par ce manque de places en ACT. La Fédération dijonnaise des oeuvres de soutien à domicile (FEDOSAD) gère ainsi un service de 4 places en ACT alors qu'elle a enregistré 11 demandes en 2003 et 18 depuis le 1er janvier 2004. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir préciser l'état d'avancement de son intention de créer 150 places d'hébergement en ACT en 2005 annoncée le 7 juin dernier.

Texte de la réponse

L'attention du ministre des solidarités, de la santé et de la famille est appelée sur la création de nouvelles places en appartements de coordination sociale. La loi du 2 janvier 2002 a permis de pérenniser le dispositif national des appartements de coordination thérapeutique en mettant fin au statut expérimental en vigueur depuis 1994 et en l'intégrant dans le cadre des établissements sociaux et médico-sociaux financés par l'assurance maladie. Ce dispositif constitue un élément essentiel de la politique de lutte contre le VIH/SIDA tant pour permettre l'accès aux soins des personnes en situation de précarité sociale et psychologique que pour favoriser la continuité de la prise en charge et l'observance des traitements. La preuve ayant été faite de leur efficacité, les ACT ont vu leur mission s'élargir à l'ouverture possible à d'autres pathologies. En 2005, 150 nouvelles places ont été créées, portant le dispositif à 731 places. Dans le cadre du programme national de lutte contre le VIH/SIDA et les IST 2005-2008, cet effort doit se poursuivre afin de répondre au mieux aux besoins des régions prioritaires dans le domaine du sida, et permettre une meilleure couverture du territoire.

Données clés

Auteur : [Mme Claude Darciaux](#)

Circonscription : Côte-d'Or (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 51018

Rubrique : Institutions sociales et médico-sociales

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : solidarités, santé et famille

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 novembre 2004, page 8969

Réponse publiée le : 22 février 2005, page 2006